

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2022



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2022

Association Le Théâtre Paris-Villette
211, Avenue Jean Jaurès
75 019 PARIS

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Théâtre Paris Villette relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément, notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel


permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 31 mai 2023.

<i>SARL LE-CAC</i>

<i>Vincent LAMY – Commissaires aux Comptes</i>

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2022			Exercice clos le 31/12/21
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/22	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	68 631	63 375	5 256	3 501
Immobilisations corporelles	804 351	525 432	278 919	306 912
Immobilisations financières	153		153	153
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	873 135	588 808	284 327	310 565
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés				
Créances				
Clients et comptes rattachés	48 324	(194)	48 518	79 067
Autres créances	651 490	624	650 866	204 472
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	440 713		440 713	525 634
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 140 528	430	1 140 097	809 173
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (III)	15 075		15 075	16 442
TOTAL ACTIF (I + II + III)	2 028 738	589 238	1 439 500	1 136 179

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/22	Exercice clos le 31/12/21
FONDS PROPRES		
Fonds propres		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	104 119	56 297
Résultat de l'exercice	(6 653)	47 822
Subventions d'investissement	301 267	264 567
TOTAL FONDS PROPRES (I)	398 733	368 686
PROVISIONS (II)	39 278	39 278
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus	4 658	10 715
Fournisseurs et comptes rattachés	230 662	347 466
Autres	186 141	160 870
TOTAL DETTES (III)	421 461	519 051
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)	580 028	209 165
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	1 439 500	1 136 179

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	7 356	3 366	3 990	119%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	543 362	397 123	146 239	37%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 296 984	1 306 225	(9 241)	-1%
Autres produits	28 043	65 313	(37 269)	-57%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 875 746	1 772 027	103 719	6%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	8 222	3 782	4 440	117%
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	813 434	784 741	28 693	4%
Impôts, taxes et versements assimilés	29 511	28 916	596	2%
Rémunérations du personnel	657 541	577 121	80 419	14%
Charges sociales	284 248	214 568	69 680	32%
Dotations aux amortissements	88 132	74 036	14 096	19%
Dotations aux provisions		30 113	(30 113)	-100%
Autres charges	80 770	65 643	15 127	23%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 961 858	1 778 920	182 938	10%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(86 112)	(6 893)	(79 219)	-1349%
Produits financiers (III)	214	207	7	3%
Produits exceptionnels (IV)	79 376	55 002	24 374	44%
Charges financières (V)				
Charges exceptionnelles (VI)	131	495	(363)	-73%
Impôts sur les bénéfices (VII)				
BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)	(6 653)	47 822	(54 475)	-114%

ANNEXE

1 janvier 2022 au 31 décembre 2022

OBJET SOCIAL

Cette association a pour objet d'assurer la gestion matérielle et financière du Théâtre Paris-Villette et du Grand Parquet, d'accompagner les équipes artistiques en création, et de permettre à un public jeune et non averti d'accéder à une offre artistique contemporaine et de qualité.

Les moyens d'action que l'association déploie pour remplir ses missions sont notamment :

- ° la programmation d'une saison de spectacles
- ° la présentation publique ou privée de spectacles hors les murs
- ° la mise en place d'un programme d'action artistique
- ° l'accueil d'équipe en répétition et l'accompagnement de projets en création
- ° la collaboration avec d'autres associations pour le montage, et les représentations à travers notamment l'accueil, la commande, la coréalisation ou la coproduction de spectacles
- ° la présentation de toutes les formes d'expression artistique et intellectuelle (spectacles, expositions, stages, conférences, projections cinématographiques, vidéo, audio-visuelles...) permettant le rayonnement local, national et international des activités de l'association

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui réforme le règlement CRC 99-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- comparabilité et continuité d'exploitation,
- régularité et sincérité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	65 631	3 000		68 631
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	65 631	3 000		68 631
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	242 286	10 254		252 540
Installations générales agencements divers	423 462	24 990		448 452
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	79 709	23 650		103 359
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	745 457	58 894		804 351
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	153			153
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	811 240	61 894		873 135

AMORTISSEMENTS

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		62 130	1 245		63 375
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)		62 130	1 245		63 375
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		155 137	27 252		182 389
Installations générales agencements divers		232 392	45 468		277 859
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles		51 016	14 168		65 184
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		438 545	86 887		525 432
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)		500 675	88 132		588 808

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés	1 095		1 095	
Autres actifs	624			624
TOTAL GÉNÉRAL	1 719		1 095	624

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	39 278			39 278
TOTAL GÉNÉRAL	39 278			39 278

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	699 384	699 384	
Charges constatées d'avance	15 075	15 075	
TOTAL CRÉANCES	714 459	714 459	

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	230 662	230 662		
Autres dettes	186 141	186 141		
Produits constatés d'avance	580 028	580 028		
TOTAL DETTES	996 831	996 831		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	15075
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	15075

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	580028
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	580028

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 678
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	85 678

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	3 748
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	3 748

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

A partir de 2020, le bénévolat est valorisé selon la méthode de calcul suivante :

Nombre d'heures x SMIC horaire (soit 10,57€ en 2022). Le nombre d'heures valorisé pour l'exercice 2022 est 40 soit une valorisation du bénévolat de 423 €.

Le montant de la valorisation de la mise à disposition des bâtiments par la Ville de Paris est conforme aux conventions d'occupation temporaire du domaine public :

° Théâtre Paris-Villette : 241 800€

° Grand Parquet : 105 800€

Deux campagnes annuelles d'affichage de la Ville de Paris sont également valorisées :

une campagne pour le Festival OTNI : 106 900€

une campagne pour Noël au TPV : 67 358€

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Théâtre Paris Villette

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice			Reports	Utilisations			Montant global	À la clôture de l'exercice	
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06		Montant global	Dont remboursements	Transferts		Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices	
Région IDF - vis-à-vis			4 610		4 610					
	TOTAL		4 610		4 610					

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

Engagements		Exercice N	Exercice N-1
Sur apports			
Sur subventions de fonctionnement	Sur dons manuels		
Sur legs et donations			4 610
	TOTAL		4 610